

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 07 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS

1420 Route de Carpentras
84130 Le Pontet

Références : D-0194-2025
Code AIOT : 0006400451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS implanté 1420 Route de Carpentras 84130 Le Pontet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'effectue dans le cadre de l'action coup de poing 2025 "perte d'utilités", menée sur l'intégralité de la région PACA. Cette action fait suite à des événements récents, qui ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de perte d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS
- 1420 Route de Carpentras – 84 130 Le Pontet
- Code AIOT : 0006400451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise GBFOODS PRODUCTION, située au PONTET, a pour activité principale la fabrication de potages sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple) et le conditionnement de soupes déshydratées (sous la marque ROYCO par exemple).

Le site industriel est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale : perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'alimentation électrique du site GBFOODS est sécurisée. La probabilité d'une perte d'utilité électrique est a priori faible. Les conséquences d'une perte d'utilité électrique sont exclusivement financières, liées à la perte de production ; en particulier, aucun scénario d'accident majeur n'est identifié.

À l'issue de cette visite, l'Inspection demande à l'exploitant de réaliser des actions correctives au niveau des visites hebdomadaires de vérification du dispositif de sprinklage. Aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade à M. Le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : Le site GBFOODS est alimenté par deux lignes HT : une alimentation générale et une alimentation de secours. En cas de coupure de l'alimentation générale, la bascule sur l'alimentation de secours se fait de manière automatique, sans aucune intervention de la part d'ENEDIS. Par contre, la bascule de l'alimentation de secours vers l'alimentation générale nécessite l'intervention d'ENEDIS. Sur le site, il existe 9 postes de transformation, le réseau est bouclé, sauf les postes "STEP" et "Atelier Dry" en antenne. Le site est équipé d'une unité de cogénération, qui permet de produire, à partir du gaz naturel, de la chaleur et de l'électricité, qui est consommée sur site ou réinjectée sur le réseau. Compte tenu du contrat établi avec EDF, la cogénération ne peut fonctionner que sur la période de novembre à mars, et à la demande d'EDF (fonctionnement inférieur à 150 heures en 2024 et 2023). Elle permet : <ul style="list-style-type: none">• d'alimenter en électricité toute l'usine, même en saison haute ;• de produire en moyenne 60 MW de chaleur par jour, ce qui représente environ un tiers du besoin de l'usine. Le site dispose d'un réseau ondulé qui alimente : <ul style="list-style-type: none">• La partie automatisme de la partie fabrication de soupe et traitement thermique pour l'atelier Wet (marque Liebig) ;• La partie automatisme des installations de conditionnement et surconditionnement atelier Wet (marque Liebig) ;• La partie automatisme des installations de nettoyage atelier Wet (marque liebig) ;

- La centrale de détection gaz de la chaufferie ;
- Toute l'alimentation des serveurs informatiques.

Ce réseau ondulé peut être secouru par le poste d'alimentation du bâtiment R et D, indépendant des lignes d'alimentation générale et de secours de l'usine.

GBFOODS dispose d'un contact local EDF en tant que client "grand compte".

Les utilités desservies par l'électricité sont :

- la production de froid négatif et positif ;
- la vapeur ;
- l'air comprimé ;
- l'eau industrielle (forage), à l'exception de l'alimentation du sprinklage (moto-pompe thermique).

En cas de coupure électrique, l'ensemble de la production s'arrête. Les conséquences principales sont les suivantes :

- L'arrêt de la production de froid négatif et positif entraîne, en fonction de la durée d'indisponibilité, la perte des matières premières ;
- L'arrêt de la production vapeur entraîne la perte des produits finis non stérilisés ;
- Le redémarrage de la production nécessite environ 6 heures (nettoyage).

L'exploitant n'a identifié aucun scénario d'accident majeur en cas de perte d'utilité électrique, en particulier, aucune installation ne nécessite selon lui d'être mise en sécurité. L'Inspection relève, en particulier, que l'arrêt de la centrale de détection gaz coupe automatiquement les vannes sur le réseau d'alimentation gaz de la chaufferie et de la cogénération.

Les conséquences d'une perte d'utilité électrique sont exclusivement financières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

Prescription contrôlée :

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

<p>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p> <p>[...]</p> <p>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet : aucune installation ne nécessite d'être mise en sécurité, en cas de perte d'utilité électrique, d'après l'exploitant</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 56</p> <p>Utilités.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p> <p>Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions,</p>

contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »
<p>Constats :</p> <p>Au regard des installations de secours, l'Inspection note les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le site dispose d'un réseau ondulé qui alimente la partie automatisme de l'atelier WET, la centrale de détection gaz de la chaufferie et les serveurs informatiques. L'exploitant indique que l'autonomie de ce réseau ondulé est d'environ 1/2 heure. Pour rappel, ce réseau ondulé peut être secouru par le poste d'alimentation du bâtiment R et D, indépendant des lignes d'alimentation générale et de secours de l'usine. • La centrale de détection incendie dispose de batteries de secours, dont l'autonomie est d'environ 12 heures d'après l'exploitant (évaluation basée sur le retour d'expérience des opérations de maintenance générale des équipements HT qui nécessitent une coupure générale électrique d'une journée). • Une cuve de fuel de 1 000 L est présente dans le local de la moto-pompe thermique du dispositif de sprincklage, représentant une autonomie d'environ 30 heures d'après l'exploitant (évaluation basée sur la consommation de la motopompe : env. 30 L/h).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 52 « Maîtrise des procédés ».</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'exploitant n'a pas identifié de scénario d'accident majeur lié à une perte d'utilité électrique.</p>

Concernant les installations électriques, le site a établi un contrat de maintenance avec Schneider Electric, comprenant :

- un entretien préventif TGBT + cellules et transfos HT ;
- les analyses huile et vérification des relais de protection de type DGPT2 (relais de Détection Gaz, Pression, Température) ;
- une astreinte 24/7.

Une fois par an, ENEDIS réalise un test du dispositif de bascule automatique entre les lignes électriques générale et de secours, ainsi que la vérification du seuil de déclenchement du disjoncteur général HT.

Concernant la centrale de détection incendie, le site dispose d'un contrat de maintenance avec la société DESAUTEL, qui comprend notamment une mesure de la tension des batteries de secours et un remplacement systématique tous les 3 ans.

Concernant la moto-pompe du dispositif de sprinklage, les vérifications hebdomadaires (sous-traitées à une société extérieure) comprennent notamment un test de démarrage de la moto-pompe, une vérification du niveau de fuel dans la cuve (la procédure de vérification prévoit que la cuve soit remplie à minima au 3/4) et le contrôle de la tension des batteries (un afficheur de tension permet de relever la tension sur chaque batterie).

Le jour de la visite, l'Inspection a constaté que la cuve était remplie à la moitié, contre une consigne établie au 3/4.

Post-inspection, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui adresser le dernier compte-rendu de vérification hebdomadaire du dispositif de sprinklage, qui n'était pas disponible le jour de la visite. L'exploitant lui a adressé par courriel du 27/03/2025, le CR de la visite du 10/03/2025 (semaine 11), puis par courriel du 28/03/2025, le CR de la visite du 27/03/2025 (semaine 13). Sur les deux CR, l'Inspection observe que :

- la partie relative à la vérification des batteries n'est pas complétée ;
- la partie "observations/anomalie" est complétée par l'annotation : " ! GO à commander "

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois au plus tard :

L'exploitant indiquera à l'Inspection les raisons de l'absence d'une vérification hebdomadaire du dispositif de sprinklage semaine 12.

L'exploitant indiquera également à l'Inspection les mesures prises :

- par rapport à l'absence de vérification du niveau de charge des batteries, reportée dans le compte-rendu écrit ;
- pour que soit complétée dans les meilleurs délais la cuve de fuel du local moto-pompe lorsque le niveau de celle-ci est constaté insuffisant au regard du niveau minimum requis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois